Xme Année. — No 329. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 5 Avril 1912.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.—; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.—; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le Bloc

Le politicien Clémenceau a mis ce mot à la mode à propos des actes et des faits de la grande révolution. C'est un tout qu'il faut accepter sans en distraire une parcelle; il faut le prendre avec ses beautés et ses laideurs, avec sa force puissante et ses faiblesses. Exalter certains côtés de ce réveil d'un peuple pour en honnir quelques autres, c'est méconnaître les circonstances qui les ont rendus possibles et se persuader que dans ce creuset en fusion il ne devait y avoir ni scories ni résidus d'aucune sorte.

La révolution, ce ne sont pas uniquement les décrets des différentes assemblées représentatives mais encore et surtout les actes de la foule anonyme et des individus provoquant souvent les décisions tardives des représentants du peuple. Ce sont les initiatives populaires, toujours mal jugées par les historiens bourgeois, même par ceux qui nous paraissent les défenseurs attitrés de la Révolution. Thiers et Michelet dont les sympathies sont toutes différentes et qui comprenaient différemment l'œuvre de la révolution sont d'accord dès le début des événements pour traiter d'anarchistes et de brigands les hommes d'initiative et de fortes passions qui hissaient à la lanterne les accapareurs leur tombant sous la main.

Il est certain que les bourgeois étaient fort émus de ces jugements sommaires et que les boutiques de changeurs dévalisées ne les préparaient guère à accepter une révolution qui se présentait sous de telles auspices. Et cependant, ces petits événements qui n'étaient alors que de vulgaires faits divers par rapport à l'ensemble de la révolution ne peuvent être élagués du tout, car elle ne serait pas compréhensible sans ce premier effort des gens de « basse condition » dont l'action précédait toujours la pensée, parce qu'une longue chaîne de souffrance leur avait mis la rage au cœur et les dispensait de tous les distinguos philosophiques.

Peut-on dire que nous sommes déjà en période révolutionnaire et que les événements du jour ou les actes qui se perpètrent dans la rue constituent les premiers apports qui formeront plus tard liés à d'autres événements le bloc de la nouvelle révolution ? Il serait difficile de l'affirmer comme il eût été difficile de considérer, en juin 1788, les événements du Dauphiné comme le prodrome de la Grande Révolution. Cependant il y a des points de ressemblance entre cette date et l'heure présente.

Le pouvoir royal commençait à s'effriter au moment même où il se croyait assez fort pour supprimer de vieilles franchises provinciales. Ses fonctionnaires, grands et hauts personnages, encouraient le mépris public. La gabegie était partout. Aujourd'hui, le peuple souverain, semble se détourner du parlementarisme qui a ruiné non pas ses espérances mais bien plutôt ses illusions. L'essai qu'on est en voie de tenter en instituant la représentation proportionnelle semble avoir pour but de galvaniser l'énergie électorale par la création de nouveaux groupements d'appétits. Dans tous les cas, le mépris des parlementaires est complet. On ne trouverait pas cent électeurs dans une circonscription pour affirmer, en particulier, que les députés ne sont pas des voleurs, vendus au plus offrant et faisant des affaires, leurs affaires, avec les barons de l'industrie et les bandits de la finance. Jamais aucune assemblée représentative ne s'est autant déconsidérée que la Chambre des députés de France. Couramment et preuves en main on traite de requins les vieux piliers du régime ayant fait leurs premières armes avec Gambetta, le grand patriote, et qui sont devenus, grâce à un opportunisme qui savait attendre son heure, les grands repus du régime républicain.

La protection accordée par les pouvoirs publics à toutes les grandes compagnies ne s'est pas affirmée seulement par des concessions de toutes sortes et par des mesures législatives mais encore par une défense systématique de leurs intérêts contre ceux de la classe ouvrière cherchant par des coalitions justifiées en tous points par la cherté de la vie à améliorer les conditions de ses ressortissants.

Toute cette désagrégation politique, tout ce mépris, tous ces dénis de justice accumulés forment-ils un réseau de haines assez puissant, assez tenace pour préparer les voies d'une révolution ? Nous ne saurions le dire. Mais ce que nous pouvons affirmer c'est que les individus commencent à être las de cette vie sans horizon, sans espoir d'un développement pour lequel ils se sentent mûrs ; le fardeau du travail sans répit, abrutissant par sa répétition, commence à lourdement peser sur leur épaules. Beaucoup d'individus ne sont déjà plus aptes à s'assimiler aux conditions sociales du milieu dans lequel ils étaient appelés à vivre. Pour sa propre satisfaction la bourgeoisie en a sorti de leur sphère; elle les a appelés à elle pour ses plaisirs, sans penser que ce déracinement brusque, allait apporter une somme de désirs, violemment ressentis, plus grande, comme fut apporté à la domesticité par son déplacement du milieu rural, un rut de jouissances et de rapine au contact de la richesse de ses maîtres. Si l'on ajoute à toutes ces causes fécondant le germes de désagrégation sociale, le mépris dans lequel est tenu le travailleur et son œuvre, la glorification incessante du succès, de la chance, du hasard, des facultés négatives des individus; si l'on tient compte de l'œuvre générale de dépravation à laquelle nous ont convié tous les pionniers de prostitution sous toutes les formes, on ne s'étonnera guère des actes qui viennent jeter l'émoi dans le clapier bourgeois.

Tous les folliculaires ont fouillé les dictionnaires pour stigmatiser les violences commises, les assassinats, les vols dont l'audace stupéfie les bons bourgeois à la lecture de leur gazette préférée. Ils ne se doutent guère sans doute, dans leur crasse d'inconscience, que les causes de ces actes qu'ils qualifient d'actes de banditisme sont en eux-mêmes ; qu'ils récoltent aujourd'hui ce qu'ils ont semé, ce qu'ils ont aidé à semer hier. Les auteurs de ces acte sont des anarchistes, dit-on.

Je n'aurai garde d'y contredire car je n'ai pas à donner des brevets d'anarchie à personne, d'autant plus que chaque anarchiste l'est à sa façon, avec son tempérament et avec la forme que les habitudes, le milieu, la première éducation ont pu développer en chacun de nous. On peut regretter qu'une telle somme de volonté, d'audace, d'énergie n'ait pas trouvé une autre voie. Ce n'est pas un reproche s'adressant aux individus actuellement pourchassés, mais à la société capitaliste elle-même qui ne sait trouver d'autres canalisations pour ces forces latentes dans le peuple que dans le militarisme et pour les pires besognes de sa propre défense.

Ah! qu'elle vienne la révolution sainte qui secouera ce monde en décomposition! qu'elle vienne et que nous puissions à notre tour dire qu'elle fut un bloc dont les actes des individus qui la précédèrent ne peuvent être détachés pour l'agrément des âmes sensibles et myopes qui gémissent sur les faits sans en chercher les causes dans l'effroyable turpitude de l'état social actuel.

G. H.

L'ATTENTAT DE ROME

A Rome, un jeune maçon de 21 ans a tiré trois coups de revolver sur la voiture royale. Un major des cuirassiers qui l'escortaient a été légèrement blessé à la tête et est tombé de cheval. Aujourd'hui, il est déjà complètement guéri de ses blessures.

Ce fait divers a eu dans le monde entier un retentissement formidable, bien propre à prouver la valeur incontestable des attentats. Voici six mois que la guerre dure, et les manifestations contre le brigandage tripolitain n'ont certes pas manqué, mais leur écho a été nul, leur effet aussi. Dans la pensée même de ceux qui s'y sont livrés, elles n'avaient d'autre but que de scinder les responsabilités, de prouver que les groupements avancés n'étaient pas morts... La protestation de l'obscur maçon a été d'une efficacité mille fois plus grande,

D'aucuns diront qu'elle a été à fin contraire, en provoquant dans la péninsule des manifestations monarchiques, mais il ne faudrait pas se tromper sur la valeur de ces dernières. A Rome, par exemple, le gouvernement donna immédiatement congé à l'innombrable armée des fonctionnaires et des bureaucrates et quelques patrons bien pensants en firent de même pour créer le soi-disant mouvement spontané de protestation.

D'autre part, la colossale agitation provoquée par le monde gouvernemental, prouve le désarroi dons lequel il vit. La situation crée par la guerre s'aggrave chaque jour, sans qu'il soit encore permis d'entrevoir une issue, Dès lors, pour faire renaître dans les masses un enthousiasme et des espoirs en grande partie évanouis, le plus petit incident et mis à contribution.

Le spectacle le plus grotesque a sans doute été celui des Chambres se rendant *in corpore* au Quirinal pour féliciter le roi d'avoir échappé au danger, sans songer que la portée en était ainsi étrangement soulignée. Car, peut-on imaginer plus violente contradiction que de prétendre, d'une part, n'y voir là que l'acte d'un idiot, d'un fou, d'un vulgaire criminel, sans signification aucune, et, d'autre part, de manifester une émotion aussi considérable ?

Parmi les députés qui se sont rendus au palais royal, un républicain et trois socialistes y ont été accueillis tout particulièrement comme bien on pense. La platitude de l'un d'entre eux, M. Cabrini, a été telle que le roi lui-même en a été estomaqué.

— Majesté, a dit le député socialiste, quelle belle preuve de courage!

— Ce n'est pas une preuve de courage, car la voiture était fermée! répondit le triste souverain, qui, peut-être, se sentait devenir ridicule.

Nous ne perdrons pas notre temps à répondre à ceux qui ont réédité les clichés habituels contre la bête humaine, le monstre, l'infâme, etc. En face d'un individu prétendant disposer de la vie de tout un peuple, il n'y a vraiment pas lieu de s'étonner si un paria faisant partie de ce même peuple croit pouvoir disposer à son tour de la vie du roi.

La sincérité de ces humanitaires nous est donnée par deux illustrations en couleurs du supplément hebdomadaire illustré d'un journal nationaliste italien, le *Corriere della Sera*.

La première page représente l'*horrible* attentat de D'Alba; la dernière, les *glorieux* soldats italiens attaquant à la baïonnette un groupe de soldats turcs retranchés derrière un monceau de cadavres de Bédouins. N'insistons pas.

M. Giolitti, dans son fameux discours de Turin, ne trouvant ni arguments, ni motifs valables pour excuser la nouvelle expédition coloniale, s'en est tiré en disant que c'était là une fatalité historique. Or, il se pourrait bien que cette fatalité ne s'arrêtât pas au point où les gouvernants italiens l'auraient voulu.

Détail à retenir, les frères Rothschild de Paris ont télégraphié au ministre du trésor italien de bien vouloir transmettre leurs félicitations au roi. Un emprunt se prépare, l'odeur du sang attire surtout les chacals de la finance.

La grande grève

La grande grève des mineurs anglais, qui aurait pu avoir une importance énorme, va se terminer peu à peu par la lassitude des grévistes et du public dont l'attente a été une fois de plus trompée, tandis qu'il a fait et continuera à faire, avec les mineurs eux-mêmes et d'autres ouvriers devenus chômeurs plus ou moins forcément, tous les frais de cette grève.

Et cela redonne de l'actualité aux lignes ci-dessous, écrites il y a plus d'une trentaine d'années par notre camarade Kropotkine, à propos d'un autre fait presque analogue :

Rappelons-nous la grande grève des mécaniciens de chemins de fer qui eut lieu en Amérique, il y a quelques années. La grande masse du public reconnaissait que leur cause était juste ; tout le monde était las de l'insolence des compagnies, et l'on se félicitait de les voir réduites à la merci de leurs équipes. Mais quand celles-ci, maîtresses des voies et des locomotives, eurent négligé de s'en servir, quand tout le mouvement des échanges se trouva interrompu, quand les vivres et les marchandises de toutes espèces eurent doublé de prix, l'opinion publique changea de bord. « Plutôt les compagnies qui nous volent et qui nous cassent bras et jambes que ces jobards de grévistes qui nous laissent mourir de faim ! » Ne l'oublions pas ! Il faut que tous les intérêts de la foule soient sauvegardés et que ses besoins en même temps que ses instincts de justice soient pleinement satisfaits.

Quelque chose d'approchant a dû sans doute se produire cette fois-ci encore en Angleterre. La presse nous a appris, en effet, que nombre de trains avaient été supprimés, que les vivres avaient fortement renchéri, que des répercussions économiques de tous genres frappaient la population, et surtout, bien entendu, la population pauvre. Et tout cela pendant des jours et des semaines, sans qu'aucun résultat ait été obtenu.

La presque inutilité d'un aussi grand effort, passif, malheureusement trop passif, a dû causer non seulement un certain découragement parmi les grévistes, mais encore une irritation plus que justifiée parmi tous ceux qui en ont plus ou moins souffert.

En tout cas, jamais l'impuissance de la légalité n'a paru plus manifeste, jamais l'affirmation de Jules Destrée ne s'est trouvé être plus vraie : « La légalité est sans issue ».

Nous pouvons bien concevoir l'impuissance de l'individu isolé, ou même d'un groupe ou de plusieurs groupes d'individus ; nous pouvons même l'accepter et nous y résigner ; mais comment admettre qu'un million d'hommes, tous valides, n'aient su que se laisser affamer tout en affamant quelques autres centaines de mille travailleurs ?

C'est ici, où il devient évident que le dicton : « l'union fait la force », n'est vrai qu'en tant qu'il s'agit d'une union pour l'action et de gens sachant et voulant aller vers un but déterminé. Un immense troupeau, fût-il fort d'un million de têtes, s'il ne sait que suivre ses bergers ou attendre dans une inaction désespérante, pourra bien donner l'impression d'une force, ou la laisser entrevoir, mais en réalité il ne saura l'acquérir que par un travail d'individualisation et d'éducation à l'action directe.

Il ne faudrait pas beaucoup de spectacles du même genre pour décourager le monde ouvrier, et il est évident qu'ainsi comprise la grève générale serait vraiment le *General-Unsinn* raillé par les pontifes de la social-démocratie allemande.

Nous avons eu une fois de plus la preuve comme quoi les fameuses fédérations centralistes réalisent non pas la mobilisation, mais l'immobilisation des masses ouvrières. Toute l'immense armée des syndiqués avec ses caisses riches à millions, n'a vraiment pas brillé. Et pourtant, par son nombre, ses moyens, sa situation, elle se trouvait dans des circonstances bien plus favorables que celles que nous pourrions jamais songer à réaliser en Suisse. Ce que la savante tactique et la haute stratégie de nos plus illustres permanents apparaît ridicule, quand on se trouve en présence de faits aussi grands que probants !

En somme, tout mouvement qui nous conduit à pactiser avec le passé ne peut que se retourner fatalement contre nous.

Il faudra donc trouver l'audace de rompre révolutionnairement avec ce passé, si nous voulons vraiment conquérir l'avenir pour nous. L. B.

Ce que l'enfant apprend et ce qu'il devrait apprendre

III

Tout ce que j'ai dit dans les articles précédents, on le sait déjà, et je n'ai pas la prétention de l'avoir découvert. Mais il n'est pas mauvais de formuler ces vérités, et je veux insister encore sur ce point que l'école, non seulement ne nous enseigne pas grand chose, mais surtout qu'elle nous conseille des choses inutiles sinon nuisibles.

Prenons un peu la botanique, par exemple. Au premier abord, il semble que la vie des plantes devrait intéresser fort les enfants, surtout les petits campagnards qui apprennent tôt à connaître les arbres et les herbes. Mais, oh ! misère ! Nous voilà d'emblée plongés dans les variétés de la monohypogénie, la monopérigynie, l'hypopétalie et l'hypocorrolie. Nous avons à nous fourrer dans la mémoire l'existence des acotylédones, des monocotylédones et des dycotylédones — ce qui est déjà assez malaisé. Puis, le docte professeur nous plonge tête première dans les genres hermaphrodites et unisexués. Il y a des gens à qui ces noms-là font dresser l'oreille, parce qu'ils pensent y découvrir quelque chose de polisson ; mais ils se trompent aussi ceux-là. Ensuite, ce sera le tour des angiospermes et de gamopétales. Et viendront alors tous les noms barbares que la Science inflige aux jolies fleurs dont la nature para nos prés.

Vous rappelez-vous, vous qui avez usé vos fonds de culottes sur les bancs de l'école, que la vulgaire pâquerette, cette fleur que tout le monde connaît, s'appelle *Bellisperenius consolida minor* ? J'espère pour vous que vous l'avez oublié. Mais alors quel bénéfice retire-t-on de l'avoir appris avec tant de peine ?

Si je parle d'une perce-neige, je suis sûr d'être compris de tous, n'est-ce pas ? Mais la Science voudrait que je dise : *Leucoium vernum* : On dirait le nom de quelque sale maladie. Je me souviens qu'un jour, la femme de notre maître gronda fort sa servante, parce qu'elle ne savait pas lui préparer une salade de *taxaxum dens leonis hedypnois*. La pauvre femme demeura stupéfaite, jusqu'au moment où on lui eut fait voir la plante dans la cour de l'école. Elle s'écria alors : « Ah ! bon, si Madame m'avait dit d'aller arracher des dents de lion, il y a longtemps que ce serait fait ! »

Et j'ai pris au hasard cet exemple tiré de la botanique, car je prétends qu'avec la zoologie il en est de même. Rien ne saurait intéresser davantage les enfants que la vie et les mœurs des animaux. Voyez-les se précipiter vers la ménagerie qui s'installe au champ de foire. Mais, dans nos tristes livres d'école, toute cette vie intéressante des bêtes devient une chose morte et morne. On y parle de genres, de familles, de races. Et les noms latins y viennent encore à la file. Pour les insectes surtout, c'est à faire frémir. Au bout de cinq leçons, l'enfant n'y comprend plus rien. Et quand, il sort de l'école, avec son brevet d'ignorance officielle, il parlera de cryptogames, mais il ne saura pas distinguer un champignon vénéneux d'un comestible ; il prononcera sans sourciller les noms de dypneustes et de dolichocéphales, mais il ne reconnaîtrait pas une vipère, et il est capable de tuer un crapaud ou un hérisson comme des animaux malfaisants.

Vraiment, on dirait que l'école a pris plaisir à lui enseigner tout ce dont il n'aura jamais besoin. C'est comme ces établissements français d'enseignement dont parle Guyau, qui avaient été installés en Kabylie, et qui, après avoir réussi tout d'abord, furent ensuite abandonnés. En inspectant l'un d'eux, devenu désert, on trouva les derniers devoirs des élèves : c'était une narration sur Frédégonde. Or, il va de soi qu'imposer à des jeunes Kabyles un travail de composition sur les tribulations des reines de la race des Mérovingiens, c'est comme si vous me demandiez d'aller faire dimanche un sermon au Victoria-Hall, à la place de M. Frank Thomas.

Eh ! bien, quand nous voyons tous les défauts de l'école, ces défauts que nous connaissons, que nous constatons tous les jours, mais que nous ne pouvons pas corriger, il est bon, me semble-t-il, de nous demander ce que nous pouvons faire pour débarrasser le cerveau de nos enfants de tous ces toxiques car ce sont bien des poisons que l'école officielle infiltre pour ainsi dire de force dans leur cerveau.

Or nul ne me paraît mieux qualifiée pour exercer ce rôle d'antidote que la femme, la mère. C'est elle, en somme, qui est, et surtout qui devrait être la véritable éducatrice de l'enfant, car c'est elle qui le prend dès le berceau, à cette époque de la vie où le cerveau de l'enfant est comme une pâte molle que l'on peut pétrir comme on veut.

Je sais bien qu'il y a l'hérédité, l'atavisme. On est le fils de ses père et mère ; on porte en soi les qualités et surtout, hélas ! les tares de ses ascendants. Mais, indépendamment de certaines qualités et de certains vices pour ainsi dire innés, — congénitaux disent les savants, — nous arrivons dans la vie avec une mentalité toute neuve, avec un esprit, une intelligence qui ne demandent qu'à se développer, et que l'on peut parfaitement diriger dans un sens ou dans un autre. Cela est si certain que Leibnitz pouvait dire : « Donnez-moi l'instruction publique pendant un siècle, et je changerai le monde ! »

Si, en effet, pendant un siècle des efforts constants étaient faits dans le but d'éduquer réellement les enfants, il est certain que l'humanité réaliserait des progrès tels qu'on pourrait à bon droit considérer le monde comme changé : Et il serait tellement changé vraiment que nos gens à courte vue et à gros portemonnaie n'y trouveraient plus du tout leur compte. C'est pourquoi nous ne verrons pas de sitôt ces changements-là, et pourquoi les anciens errements continueront longtemps encore.

Mais, puisqu'il en est ainsi, puisque nous savons pertinemment qu'il n'y a rien à attendre des gouvernements ; puisque, d'autre part, nous savons aussi combien il est difficile de faire des applications pratiques de nos idées, il faut tâcher au moins de pallier dans la mesure du possible le mal fait par l'école officielle. S.

Ici et Là

Maisons bourgeoises.

Nous avons montré souvent que les Universités populaires fondées par les bourgeois dreyfusards, un peu partout, il y a dix ou douze ans, n'avaient d'autre but que d'infuser au peuple des sentiments bourgeois, une culture bourgeoise, des préoccupations bourgeoises. En voici une nouvelle preuve que nous ne demandions pourtant plus. Je la trouve dans le rapport de la commission des cours et conférences de la Maison du Peuple de Lausanne (numéro d'avril du Bulletin de l'institution) :

Désire-t-on seulement procurer à la classe moyenne des distractions saines et en même temps profitables ? Alors cette année a été nettement favorable. Un public de petite bourgeoisie, en général nombreux, a suivi ces conférences. Employés et commerçants, étudiants et étudiantes russes, membres de l'Union chrétienne, pensionnats de jeunes filles, élèves des écoles officielles, presque toutes les catégories possibles se sont succédées pour entendre nos causeries. Un autre fait non moins frappant est l'absence presque complète des auditeurs mêmes qu'on souhaiterait trouver à la Maison du Peuple : les ouvriers. Répondant parfois à l'appel de leurs associations pour les conférences suivies de discussions du jeudi, la plupart se tiennent éloignés de nos conférences du lundi.

L'aveu est typique. Le bon sens ouvrier a bien vite senti qu'une maison où des réclamistes de toutes espèces, où des politiciens, où des philantropes tenaient le haut du pavé, abritant une kyrielle innombrable de méchards effarants, ne pouvait pas être un milieu de rénovation. Créée et gérée par des non-producteurs, l'institution ne pouvait être qu'une tromperie nouvelle. Et sans un mot, les ouvriers ont boycotté cette soi-disant maison du peuple. Voilà une protestation muette qui prouve singulièrement la propreté morale du peuple des travailleurs. Et elle augure bien de l'avenir.

Pierre de touche.

C'est au moment des grèves qu'on peut distinguer parmi les gens qui se disent socialistes ceux qui sont sincères de ceux qui ne sont que des bourgeois déguisés. L'intérêt des producteurs est vite sacrifié alors par les gens qui ne comprennent que les intérêts des consommateurs. Celui qui profite de la production d'autrui et ne comprend pas la valeur de l'effort producteur, parce qu'il ne l'a jamais pratiqué, celui-là se sent atteint dans ses habitudes de jouisseur, de profiteur, d'exploiteur. Et il récrimine.

Voici par exemple la thèse soutenue par le citoyen Vandervelde, le leader socialiste belge, dans une lettre adressée au *Temps* :

Les « agents de l'Etat » ont le droit de se mettre en grève. Seulement lorsque « l'intérêt général » se trouve compromis par « l'égoïsme corporatif » des agents, à ce droit incontestable, Vandervelde « oppose le droit, non moins incontestable, de remplacer les grévistes par des travailleurs plus soucieux des intérêts de la communauté ».

« Je déclare nettement, ajoute-t-il, que, dans les conflits qui peuvent se produire entre le personnel et l'intérêt général, il faut qu'en dernière analyse force reste à l'intérêt général. »

Qu'est-ce que cet intérêt général si sacré ? C'est celui de la société actuelle où tout est entre les mains des capitalistes, et où tout est régi en dernière analyse dans leur intérêt. Il faudrait donc que l'intérêt des diverses catégories de travailleurs, quand il se manifeste enfin une fois, ce qui est le but même du socialisme, plie devant ce fameux intérêt capitaliste qui prime tout, écrase tout, absorbe tout. Ah ! comme Vandervelde se sent loin de la classe dirigeante, et comme il est fidèle à la bourgeoisie. L'économiste Pareto peut être tranquille. Il n'y a pas de renégat dans la classe bourgeoise.

Pour nous, l'intérêt général n'a de signification que lorsque tous les intérêts de groupements ouvriers peuvent se faire jour, que lorsque tous les intérêts mêmes des producteurs sont respectés.

C'est par une structure fédéraliste de la Société, que l'intérêt particulier peut préalablement s'épanouir dans l'intérêt général. C'est précisément ce que nous voulons. Jusque là la civilisation sera dans le chaos et l'intérêt de la société capitaliste — celle qui existe — ne pourra prétendre à être défendu que par les Vandervelde et autres bourgeois. La lutte de classes dépasse décidément de beaucoup les cadres des partis politiques. Tant mieux. Cela prouve la puissance du monde des producteurs.

Retour du marché.

Nous sommes dix à la pension, plus la patronne, l'énorme patronne, et la petite bonne, Mlle Gringalette, comme nous l'appelons.

Je les ai croisées ce matin, au retour du marché. Gringalette, la colonne vertébrale tordue, pliait sous la charge du panier aux légumes. Madame portait... son éventail. B. T.

L'Atome fluide, moteur du Monde

Même sans remonter aux sombres époques, trop proches encore de la nôtre, où le fanatisme tout-puissant jetait au bûcher philosophes et chercheurs, c'est une extraordinaire et lamentable histoire que celle du progrès scientifique. Et c'est encore une plus lamentable histoire, que celle des esprits novateurs qui y travaillèrent.

Nous ne rappellerons pas la triste odyssée de Lamarck, écrasé par son rival officiel Georges Cuvier; ni celle du botaniste Trécul, lequel serait mort de faim sans l'infime allocation qu'il recevait en qualité de membre de l'Institut. Nous n'évoquerons pas Moissan, qui, plus d'une fois, connut la gêne pour se procurer les tubes de platine nécessités par ses recherches sur le fluor, ni Curie, disparu du monde avant d'avoir possédé le laboratoire de ses rêves! — Moissan mourut le 20 février 1907. Quelques jours avant de fermer les yeux il eut, ô ironie! la consolation de voir Daniel Osiris léguer la majeure partie de sa fortune à l'Institut Pasteur, — à ce même Institut Pasteur où des marchands de vaccins neutres ou nocifs brassaient déjà des millions alors que Trécul était en butte aux souffrances de la misère, et Béchamp, aux attaques de la persécution!

Peut-être n'y a-t-il pas d'exemple plus saisissant de l'inintelligence et de l'injustice de la gent « cultivée », que la destinée de l'œuvre colossale de Clémence Royer, le Newton français. La *Constitution du Monde* vit le jour en 1900, grâce à la générosité éclairée d'une amie de l'auteur, Mme Valentine Barrier. A peine née, et sans examen, la nouvelle conception de l'Univers exposée dans ce livre eut en partage le dédain et l'oubli. On ne se souvint pas que Clémence Royer avait été la première apôtre du Darwinisme en France, l'initiatrice de la psychologie atomique, la narratrice de l'histoire du ciel, l'éminente collaboratrice de la Société d'Anthropologie. Ou plutôt, on ne s'en souvint que trop, — car tout cela n'était guère orthodoxe, — et on le fit bien voir.

Sans doute, ce n'est point chose facile de s'assimiler un volume de huit cents pages, dont toutes les parties essentielles sont, selon l'expression de Tarrida del Marmol, « bourrées de formules et de démonstrations mathématiques ». Le silence organisé autour de *La Constitution du Monde* aggrava bientôt les conséquences de ce premier obstacle, et Clémence Royer mourut à l'Asile de Neuilly deux ans après la publication de son prodigieux chef-d'œuvre, désespérée de l'indifférence de ses contemporains.

Trop puissante pour se perdre était néanmoins son œuvre. Dès 1907, Aristide Pratelle commençait à la vulgariser par des conférences et des articles dont un certain nombre ont été insérés dans *La Société Nouvelle*, revue internationale à laquelle Clémence Royer avait d'ailleurs collaboré. En 1909, F. Tarrida del Marmol publiait *Problemas Trascendentalès*, qui renfermait certains des enseignements de la grande femme. Et tandis que Pratelle continuait sa propagande et lançait d'instructives séries d'articles dans l'*Ecole Emancipée* et *Le Libertaire*; tandis que nous reprenions divers points de la doctrine dans nos *Organismes primordiaux* et dans *Le problème de l'Eau dans le N. O. du bassin di Paris* (1911), un nouveau champion, M. Emile Hureau, faisait paraître chez Jules Rousset une démonstrative et mordante brochure intitulée: « *Le Secret de l'Univers devant la Science officielle. La mécanique du Monde dévoilée d'après Clémence Royer* ».

A l'aurore de l'an 1912, Aristide Pratelle, à son tour, nous offre sous une forme plus sévère et méthodique, un excellent précis de vulgarisation du néo-dynanisme: *L'Atome fluide moteur du Monde*[1]. Une brillante préface de Tarrida del Marmol vient ajouter son charme à ce limpide et magistral exposé. Les énigmes de la physique, de la chimie, de la cosmologie et de la biologie sont successivement abordées; puis, l'auteur esquisse les applications de son système à l'esthétique, à l'éthique, à la sociologie et à la pédagogie. Signalons aussi une belle introduction, un chapitre original sur la radioactivité, une conclusion et un appendice documentaire fort intéressants.

En somme, nul n'était mieux qualifié que Pratelle, au double point de vue technique et littéraire, pour écrire ce livre, digne couronnement d'une œuvre persévérante et courageuse, et prélude d'un labeur plus considérable mille fois. En effet, l'auteur de *L'Atome fluide* veut tenter la réalisation « d'une vaste encyclopédie synthétique des connaissances humaines, analogue à celle qu'Elisée Reclus mena à bien dans les domaines de la géographie et de l'histoire universelles ». Nous connaissons assez l'esprit philosophique, la fiévreuse activité et l'absolu désintéressement de Pratelle, pour être sûrs d'avance du zèle qu'il saura déployer pour donner corps à ce projet nécessaire et grandiose. Avec Jack London, nous saluons avec joie l'œuvre poursuivie...

Mais déjà, *L'Atome fluide moteur du Monde* marque une précieuse étape dans la réparation d'une monstrueuse iniquité et dans l'élaboration d'une mécanique rationnelle du Cosmos, d'où sortira, avec le concours d'une biologie entièrement rénovée, une philosophie naturelle positive et définitive.

« Va donc ton chemin, dirons-nous avec Pratelle, va donc ton chemin, petit livre! Creuse un sillon profond dans tous les cerveaux jeunes! Renverse tous les obstacles que l'ignorance, le mensonge et l'hypocrisie viendront accumuler devant tes pas! »

La lumière n'a pas marqué, comme l'affirme la Genèse, la naissance du Monde; mais elle produira l'éveil d'une humanité meilleure. *Fiat lux*!

Albert et Alexandre Mary.

[1] Librairie Paul Delesalle, Paris, 16, rue Monsieur-le-Prince (Prix : 2 fr. Extérieur fr. 2.50):

L'origine de l'exploitation des femmes et des enfants aux Etats-Unis

L'emploi des femmes et des enfants dans les usines et les manufactures ne fut pas fortuit ou accidentel. Il ne fut pas comme certains écrivains le représentent un développement naturel et sans préméditation de la classe capitaliste ou encore comme elle l'a souvent dit: Une concession philanthropique de sa part pour offrir du travail aux femmes et aux enfants nécessiteux.

Durant l'année 1774 plusieurs colonies anglaises en Amérique déposèrent des résolutions dénonçant le monopole de vente souvent donné par le gouvernement anglais à (l'East India Compagny). En même temps par opposition aux lois restrictives édictées par le Parlement contre les manufactures américaines établies, les colonies déclarèrent le boycott des produits anglais en général. Puis des motions réclamant la création de manufactures américaines furent adoptées par la plupart des colonies.

Les fermiers furent invités à accroître leurs troupeaux et pour encourager la manufacture de la laine l'abattage des agneaux fut limité par une loi. Pour développer la fabrication du fil et du coton il fut recommandé de cultiver autant de lin, de chanvre et de coton que possible et toute exportation de lin récolté pendant l'année 1774 fut interdite. Le congrès provincial tenu en décembre 1774 à Boston déposa des résolutions plus ambitieuses encore, réclamant l'établissement d'usines et de manufactures pour la fabrication de l'acier, desarmes, du papier, des boutons, de la laine, de la bonneterie. etc., etc.

Les intentions de ces capitalistes ressortent clairement des rapports d'une compagnie qui se fonda à Philadelphie en 1775 pour l'établissement de manufactures de laine, de coton et de fil. Un discours distribué au meeting de cette compagnie au «Carpenters Hall» à Philadelphia en mars 1775 se trouve reproduit dans le livre de Nile « Principles and Acts of the Revolution in America publié en 1882.

L'orateur s'étendait longuement sur la grande prospérité qui résulterait de l'établissement de telles manufactures et expliquait qu'en Angleterre elles avaient été la source de sa richesse et de son pouvoir. « Elles avaient fait les marchands nobles et les nobles princes. » Puis examinant chacune des objections faites contre le projet.

« Le plan de la compagnie, disait-il, et d'employer les *pauvres* « et la plus grande partie du travail sera exécutée par eux ». L'âge de la machinerie n'était pas encore venu.

Puis comme les colonies avaient un caractère essentiellement agricultural, l'orateur s'efforçait de dissiper les craintes des propriétaires terriens objectant l'absorption par ces usines des hommes nécessaires à la campagne.

« Si ces manufactures sont conduites comme elles devront l'être, les *deux tiers du travail seront exécutés par les membres de la societé qui ne peuvent être employés dans l'agriculture, c'est-à-dire, par les femmes et les enfants.* »

Ce meeting fut tenu plus d'une année avant l'adoption des principes contenus dans la Déclaration d'Indépendance.

Nous voyons donc qu'à sa naissance la classe capitaliste aux Etats-Unis établissait sa richesse et son pouvoir sur l'exploitation des femmes et des enfants et cela juste avant le début de cette révolution qui prétendait être basée sur le principe que tous les hommes étaient nés libres et égaux.

Gustave Myers.

Notes en marge

Sacrez le député

Un professeur socialiste de Terni, Colasanti, avait osé manifester son opinion contraire à la guerre dans une petite feuille locale, et il se trouva de suite un député nationaliste, Gallenga, pour réclamer à la Chambre sa destitution. Le gouvernement répondit que n'ayant pas le journal incriminé sous les yeux, il lui était impossible de prendre une mesure quelconque.

Les députés socialistes avaient interrompu à plusieurs reprises M. Gallenga, mais celui-ci finit par mettre les rieurs de son côté en concluant ainsi :

Que le gouvernement fasse donc preuve d'une juste sévérité. Quant à M. Colasanti, je souhaite que sa propagande lui vaille un siège à la Chambre, et ainsi nous le verrons avec nous au Quirinal.

Le coup était bien porté, quoique ce fût l'aveu que la bourgeoisie ne craint nullement l'élection de députés avancés, sachant très bien que le milieu parlementaire ne tardera pas à les corrompre et changer les opposants les plus farouches en courtisans.

L'équivoque hervéiste.

Quelques camarades ont paru trouver excessives nos attaques contre le général sans-patrie de la *Guerre sociale*. Or, voici une autre de ses déclarations propre à ouvrir les yeux aux plus obstinément aveugles. Il s'agit du fameux parti révolutionnaire dont il était partisan il y a deux ans et dont il ne l'est plus aujourd'hui, grâce à cet esprit de suite qui le caractérise tout particulièrement.

« Les deux conditions *sine qua non* que je mettais alors à mon entrée dans un parti révolutionnaire, c'était que ce parti : 1° ne ferait pas « d'abstentionnisme électoral; 2° serait l'allié du « parti socialiste parlementaire. »

Ceux de nos camarades qui veulent suivre Gustave Hervé sont libres de le faire, sans doute, mais en cessant d'être révolutionnaires et anarchistes. Son aveu est dénué de tout artifice : il veut enrayer la propagande abstentionniste et faire des révolutionnaires les complices des compromissions et trahisons parlementaires, auxquelles n'a jamais cessé de participer le groupe des unifiés.

L'équivoque hervéiste n'a vraiment que trop duré!

Egale pour tous...

Nous lisons dans les journaux :

La police des Planches (Vaud) a arrêté un garçon laitier qui, profitant de la maladie de son patron, mettait de l'eau dans son lait et tirait de cette jolie industrie un petit bénéfice personnel.

Et voilà! Ce « garçon » a été emprisonné, alors que dans de nombreux cas identiques les patrons ne le sont jamais! C'est probablement parce qu'au lieu d'un petit bénéfice ils en font un très grand.

Notre numéro du

PREMIER MAI

contiendra le manifeste du Groupe du Réveil Anarchiste. Prix : **3 fr. le cent.** Prière de nous faire parvenir les commandes dans le plus bref délai possible, pour nous permettre de fixer à l'avance le chiffre du tirage.

Nous avisons les camarades qui voudraient se charger à cette occasion de la vente de brochures, volumes, cartes postales et lithographies, que nous pouvons leur en fournir.

Liberté, liberté!

A cette heure on la chercherait vainement ailleurs que dans nos groupements communistes-anarchistes.

En Angleterre, le pays de la liberté, un gouvernement, libéral cependant, emprisonne Tom Mann pour avoir crié la vérité et veut le faire condamner à mort ou aux travaux forcés à perpétuité.

En France, les procès de presse succèdent aux procès de presse. La *Voix du peuple* (de Paris) et Vignaud, son gérant, sont poursuivis par le ministre de la guerre, le socialiste Millerand (qui n'a pas trahi son parti d'une façon aussi répugnante qu'un Briand mais qui lui tourne le dos) pour *injures envers les armées de terre par expressions outrageantes, termes de mépris ou invectives.*

Cette poursuite vise précisément la reproduction d'un article du *Réveil* « Le rôle de l'armée ».

Aujourd'hui, Millerand est ministre de la guerre, demain Briand peut l'être à son tour, si son intérêt le commande, et, parce que des législateurs ont rédigé, un certain 29 juillet 1881 un article 47, on n'a pas le droit de dire le dégoût qui vous envahit au seul nom de l'Immonde! Terre et ciel! Ce serait à les fusiller tous si l'on n'avait autant d'horreur pour le sang répandu.

L'intolérance gouvernementale n'est pas pour nous surprendre. Nous y sommes habitués. Depuis que le monde est monde, tous les gouvernements ont agi de même et tous agiront ainsi tant qu'ils existeront. Demain, Hervé ferait de même s'il était président du Conseil. Aussi bien ne nous indignons-nous que quand la mesure est trop pleine.

Nous sommes un peu plus surpris de rencontrer la même intolérance dans les groupements politiques qui ne sont pas au pouvoir et aspirent à y arriver. C'est de leur part, tout au moins, un manque manifeste d'habileté.

C'est plus encore. L'essence de tout parti est d'être intolérant. Le genevois H. F. Amiel l'a très bien exprimé: « Les partis politiques, religieux, esthétiques, littéraires, sont des kyloses de la pensée » a-t-il dit.[1] Dès que l'on entre dans un parti, on est pris par l'engrenage.

Quoi qu'on pense, on est contraint d'agir toujours dans la direction du parti, direction donnée par quelques-uns et suivie aveuglément par la masse.

A côté de ces partis, le supériorité des groupements anarchistes éclate. Là le groupe est formé dans un but déterminé et autant que possible unique. L'individu sait si ce but lui plaît ou ne lui plaît pas; il ne décide que pour un but défini et ne peut être entraîné au delà de ce qu'il a cru juste et bon.

Les partis politiques n'usent pas d'une telle liberté.

En France, des compétitions dynastiques se disputent actuellement le droit de vivre aux dépens du prolétariat — assez peu disposé à se laisser tondre, du reste. Depuis que Victor-Napoléon a rempli ses coffres par son mariage tardif avec la fille du Roi des Belges, il espère que les impôts prélevés sur les nègres africains, les vols et les exactions des Compagnies Congolaises lui permettront de prélever d'autres impôts sur les ouvriers français. Briand est avec lui, Millerand aussi, la banque juive à sa disposition; quelques bataillons feront le reste, pense-t-il. Les banquets plébiscitaires se répandent dans le pays (avec succès, devons-nous ajouter — nombre de gens se plaisant autour d'une table — et les bonapartistes peuvent compter, en France, de 100.000 à 150.000 partisans).

A côté d'eux, l'*Action Française* fait plus de bruit, mais moins de besogne. L'Action Française a déclaré la guerre aux juifs, aussi les grandes banques lui sont-elles hostiles. Ses fonds proviennent des familles royalistes qui se sont glissées dans les Conseils d'Administration des grandes Compagnies (voir, à ce sujet, les articles de Delaisi, le trust de Saint-Gobain, entre autres).

Les bonapartistes organisent leurs banquets sans beaucoup de bruit, un peu sous le manteau. Les royalistes, moins fins, font des tournées de Conférences. Trois, quatre, cinq des membres directeurs de l'Action Française parcourent la France, tout au moins les parties de la France qu'ils savent ne pas leur être absolument hostiles. On ne les a jamais vus dans les centres ouvriers. Ils louent une salle, convoquent à grand peine quelques centaines de leurs partisans, en faisant la retape dans les châteaux de la région et embrigadent un certain nombre de jeunes gens des cercles catholiques, dont certains sont payés, et qui doivent faire la police de la salle et sortir, aussi brutalement que possible, les auditeurs qui ne seraient pas de l'avis des conférenciers et le voudraient manifester. Puis, pendant trois ou quatre heures, ces conférenciers tiennent la tribune et c'est alors seulement, quand partisans et adversaires, tout le monde est fatigué que les « Camelots du roi » permettent aux contradicteurs de l'aborder.

Ce que je viens de dire des réunions d'Action française, s'appliquerait aussi bien aux réunions organisées par le parti radical, voire par les socialistes unifiés. A les entendre, leurs réunions sont contradictoires; à la vérité, elles le deviennent seulement quand leurs adversaires sont en nombre et obtiennent, *par la force*, le droit de parler.

Quand les radicaux ou les socialistes ont la majorité dans une assemblée, il est impossible d'y faire entendre une contradiction, la voix est étouffée sous leurs vociférations. S'ils l'ont jamais sue, ils ont oublié la parole d'un homme qui ne manqua pas, il y a quelques années, de courage et de valeur: « Toutes les fois que la parole articulée est couverte par du bruit, a dit Charles Péguy, par de la clameur inarticulée, quand même la parole serait celle de nos pires ennemis, et quand même la clameur viendrait de nos amis, pour qui sait voir au fond, c'est nous qui sommes vaincus ».

Il n'y a plus que nos groupements anarchistes qui sachent encore le respect dû à la liberté de parole.

Et cela se comprend: nous défendons des idées sans esprit préconçu, nous répudions l'autorité, nous travaillons vraiment dans l'intérêt général, non dans un intérêt particulier et nous le prouvons en appelant la contradiction qui peut nous ouvrir des horizons nouveaux, améliorer nos systèmes et nos pensées.

Les partis politiques ou religieux font tous appel à l'autorité, la plupart partent d'un principe établi, dont ils ne veulent pas démordre (l'anarchie, c'est l'évolution perpétuelle) et quoi qu'ils disent — les faits le prouvent —, les chefs de partis travaillent pour eux aux dépens de la masse dont ils vivent. Ils ne peuvent aimer la contradiction ouverte et loyale; en fait, ils la fuient.

Ces constatations suffiraient à nous affermir dans nos convictions anarchistes, si nous n'avions tant d'autres motifs d'y tenir.

M. Clair.

[1] Fragments du Journal Intime. 4 Février 1881.

Philanthropie et Subventions

Un excellent philanthrope, M. Moïse Loria, léguait, en mourant, il y a plus d'une dizaine d'années, sa fortune d'environ 10 millions pour une fondation en faveur de la classe ouvrière. C'est ainsi que naquit à Milan l'*Umanitaria*, qui institua de nombreux bureaux avec des employés plus nombreux encore, choisis parmi les socialistes bien pensants ou les révolutionnaires repentants. Son activité lui valut bientôt les subventions de l'Etat italien et de la Caisse d'Epargne de Milan.

L'autre jour, à la Chambre italienne, éclatait un grave scandale! Le motif : un *Almanach pour les Emigrants*, publié par l'*Umanitaria* et violemment dénoncé par un député clérical comme la plus grande des abominations.

Nous extrayons de la réponse du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur les passages suivants :

Je dois avant tout déclarer à la Chambre, qu'en parcourant ce soi-disant Almanach publié par l'Umanitaria, j'ai éprouvé un véritable sentiment de dégoût....

Il me suffira de vous dire qu'à la date du 11 novembre, au lieu de l'indication de la naissance de notre bon Roi démocratique, j'ai trouvé ces mots : « en 1887, pendaison à Chicago de cinq anarchistes innocents *(bruits et protestations)*. La Chambre comprendra que ce prétendu Almanach pour l'Emigrant peut être considéré comme le Manuel du parfait anarchiste. *(Applaudissements au centre et à droite.)*

Parmi la trentaine de socialistes qui siègent à la Chambre italienne, il ne s'en est pas trouvé un seul pour rappeler que les autorités mêmes de l'Illinois avaient proclamé l'innocence de nos camarades et que le crime judiciaire de Chicago a été officiellement reconnu.

Mais ce n'est pas tout. Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a cru devoir ajouter à son tour :

Lorsque le premier exemplaire de cet Almanach pour l'Emigrant parvint au Commissariat de l'Emigration, ce dernier s'empressa d'infliger un blâme à l'*Umanitaria* pour cette publication. La direction de l'*Umanitaria* reconnaissant ce blâme parfaitement justifié a promis que l'année prochaine l'Almanach serait entièrement transformé ou même supprimé *(très bien!)*. La constatation par l'*Umanitaria* elle-même de son erreur très grave, prouve combien notre blâme était fondé *(Applaudissements)*.

Après quoi un député socialiste, M. Cabrini, a pris la parole, non pas pour protester au nom de la liberté d'opinion — ce serait bien mal connaître nos légalitaires que de leur faire pareille injure — mais pour s'excuser avec une platitude écœurante. Ecoutons-le :

Depuis deux ans j'ai l'honneur de présenter à nos émigrants l'Almanach en discussion. Ma préface, écrite sur les épreuves de la seconde partie, préconise plusieurs œuvres d'assistance pour eux et ne doit pas être confondue avec les éphémérides qui viennent d'être citées ici. En réponse à une lettre de M. le prof. Valär, mon successeur dans la direction des bureaux d'émigration, m'expliquant comment les éphémérides, empruntées à un autre Almanach, avaient été imprimées en son absence sans aucun contrôle, je déclarai considérer ces éphémérides comme une faute au point de vue éducatif et une déloyauté par leur note sectaire contrastant absolument avec la solidarité sociale et l'esprit de collaboration entre les institutions de l'Etat et les Secrétariats des émigrants, prêchés et pratiqués par l'Umanitaria.

Le contraste entre les éphémérides justement condamnées et le texte de l'Almanach ne saurait être plus violent. En effet l'Almanach, c'est tout un hymne à l'éducation, au respect et au bon usage des lois et la note patriotique y vibre hautement. Ainsi un chapitre relate tous les progrès de notre pays, un autre conseille aux émigrés d'être fiers de leur qualité d'Italiens et attribue les défauts de notre vie politique et sociale, non pas aux hommes, aux partis ou aux formes de gouvernement, mais à un ensemble de circonstances défavorables contre lesquelles personne ne peut rien et qui ne pourront être éliminées qu'après plusieurs générations.

Arrêtons-nous là. Comme modèle de servilisme pour garder une subvention, il est impossible de souhaiter mieux. A noter seulement que le prof. Valär incriminé est un Suisse, qui a déjà été un des dirigeants les plus en vue du mouvement syndical chez nous. M. Greulich en avait fait son bras droit. Le bonhomme navré du mal qu'il avait fait, offrit de démissionner pour apaiser les haines d'en haut, mais M. Cabrini nous dit que le Conseil d'administration de l'Umanitaria « où siègent pourtant de fiers conservateurs », refusait la démission tout en regrettant l'incident. Pour mieux prouver enfin, qu'il ne s'agissait vraiment là que d'une erreur, il insista aussi sur le fait que « les premiers exemplaires de l'Almanach avaient été envoyés à des ministres, sénateurs et députés conservateurs, étudiant tout spécialement le phénomène d'émigration ». Voilà pour ceux qui pensent que l'argent surtout manque à la propagande d'émancipation ouvrière! Avoir dix millions et commettre des lâchetés pareilles paraîtra peut-être étrange à ceux qui veulent ignorer le rôle éminemment pourrisseur de l'argent. Quant à nous, le contraire seulement nous étonnerait. Nous savons que rien ne corrompt davantage la classe ouvrière que la possibilité de grands ou même de petits, très petits bénéfices. Une petite subvention, quelques jetons de présence, une petite fonction rétribuée, sans compter les bonnes places de permanent avec un salaire double de celui des meilleurs ouvriers, cela suffit à changer les idées de plus d'un individu et même de syndicats tout entiers.

Et plus grande est la somme, plus le mal le sera aussi. Nous-mêmes en avons fait la douloureuse expérience avec notre Ecole Ferrer de Lausanne. Le fonds qui nous a été remis pour cette institution nous a valu d'abord l'adhésion d'éléments louches, puis une crise qui sans argent n'en aurait pas été une, car il ne serait rien resté à réclamer. D'autre part, la preuve est faite que l'institution peut vivre sans ce fonds, et c'est la meilleure réponse que nous ayions donnée à tous nos calomniateurs, trop pressés de se réjouir d'un incident qui a tourné à leur entière confusion.

Nous subissons aujourd'hui la domination de l'argent, et il est impossible de s'y soustraire entièrement sans se condamner au suicide, mais de là à en faire un agent de libération, la différence est grande, très grande même. Et il faut vraiment beaucoup trop de naïveté, pour se réjouir, par exemple, de la *tuile* de Gustave Hervé, un demi-million! Soyons assurés que le pauvre ne pourra vraiment pas faire grand'chose avec, malgré ce qu'en pense son lieutenant!

Ni l'argent, ni le pouvoir ne nous donneront jamais la révolution sociale, qui comporte la destruction de l'un et de l'autre. Et en attendant, méfions-nous des legs et des subventions, comme de toute institution pouvant réveiller l'esprit le plus conservateur du régime capitaliste, l'esprit de lucre.

L. B.

SOUSCRIPTION POUR L'ÉCOLE FERRER

Somme précédente	Fr. 2104.45
Un fonctionnaire postal	3.—
Paris, A. D.	20.—
A. T.	25.—
	Total Fr. 2152.45